



Dr Steave Nemande
Président
Alternatives-Cameroun
BP: 126767 Douala
Cameroun

Mme Paula Ettelbrick
Directrice Executive
IGLHRC
Suite 1505, 80 Maiden Lane, NY 10038
New York, USA
Fax: +1. 212. 430. 6060 ;

A M. Amadou Ali
Ministre d'Etat, Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice
Fax : +237 22 23 55 59
BP : 01 Yaounde.
Republique du Cameroun.

Objet: Violations des Droits de l'Homme a Douala.

New York, le 20 Aout 2007.

Monsieur,

Nous venons auprès de votre haute bienveillance solliciter, votre précieuse attention, sur les vagues de violations, des libertés individuelles d'une frange de la population Camerounaise, qui durent depuis quelques années, et requerrons une action immédiate aux fins de mettre un terme à de tels actes.

En effet les arrestations arbitraires, les détentions abusives et la justice populaire fondées sur la base de l'orientation sexuelle réelle ou supposée des personnes sont devenues des événements quotidiens au Cameroun. Il ne se passe pas un mois sans qu'on ne rapporte les cas d'arrestations des personnes, par la police camerounaise, pour homosexualité. L'évènement le plus récent c'est le cas de six jeunes hommes qui sont actuellement incarcérés à la prison centrale de New-Bell à Douala. Ils sont :

- EWANE Yves Noé
- DOUALLA James MBAPPE
- NJIEPGANG NANDA Cloter
- AROUNA Amadou
- SONGUE Modeste
- AKUBWEZE Sammuel

International Gay and Lesbian Human Rights Commission

80 Maiden Lane, Suite 1505 • New York, NY 10038 • T: 212.268.8040 • F: 212.430.6060

Email: iglhrc@iglhrc.org • www.iglhrc.org



Les six ont été arrêtés le 19 Juillet 2007 après avoir été dénoncés par leurs amis sous la contrainte. La détention de ces hommes pour enquête, pour une durée de un mois viole le nouveau code de procédure pénale Camerounais entré en vigueur le 1^{er} Janvier 2007.

Dans un avis rendu public le 13 Octobre 2006, statuant sur le cas de 11 autres Camerounais arrêtés dans des circonstances semblables et pour les mêmes faits, le groupe de travail de l'ONU sur les Détentions Arbitraires a condamné toute arrestation et détention basée sur l'orientation sexuelle en ce qu'elle va à l'encontre du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques que le Cameroun a pourtant signé. Dans le même avis, le Groupe de Travail a demandé au gouvernement Camerounais de mettre un terme à ces arrestations et de décriminaliser l'homosexualité.

Par ailleurs, le Cameroun est signataire de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) qui interdit en son article 2,... toute forme de discrimination, même celle basée sur le sexe et autres statuts. En outre la version révisée de la Constitution Camerounaise de 1996, prône le respect des libertés.

Conscient de la menace que de tels actes constituent sur les acquis par le Cameroun en terme de démocratie et de libertés individuelles, et soucieux de son impact sur le rôle que joue le Cameroun en Afrique en Général et dans la sous région d'Afrique centrale, en particulier nous vous demandons, monsieur le ministre d'user de votre autorité pour la libération immédiate des six honnêtes personnes détenus injustement dans la prison centrale de Douala, ainsi mettre fin à de tels actes.

En espérant une suite favorable à notre demande veuillez agréer, monsieur le ministre de la Justice, l'expression de nos sentiments distingués.



Pour Alternatives-Cameroun



Pour l'IGLHRC.